



Jean-Louis Guigou

Délégué général d'Ipemed

L'UPM a un an et tient bon le cap

Entre la guerre de Gaza et la crise financière, l'Union pour la Méditerranée (UPM) aurait pu s'enliser de manière irrémédiable. Elle a tenu bon. Mieux, elle repart. Ce redémarrage s'est concrétisé lors de la réunion des ministres de l'Environnement de l'UPM, le 25 juin à Paris, où tous les pays membres étaient présents, y compris Israël et la Palestine. Plus de cent cinquante projets ont été recensés pour un montant global de 350 milliards

d'euros! D'autres réunions ont suivi ou vont avoir lieu tandis que les diplomaties française et espagnole travaillent, avec la Commission européenne, à la mise en place du secrétariat général de l'UPM à Barcelone. Pour autant, le succès final de l'UPM n'est pas garanti car les vicissitudes diplomatiques risquent de durer. Mais si cette union repart, c'est parce qu'elle a été établie sur de bonnes bases. D'abord, le principe de parité Nord-Sud est respecté. En effet, il n'y a plus de dominants ou de

dominés, tous les pays étant égaux et libres de se déterminer sur le fonctionnement institutionnel et les projets. Ensuite, l'UPM donne la priorité aux projets économiques dont l'ambition est de satisfaire les besoins du Sud en matière d'eau, d'énergie, d'alimentation. Parité, projets économiques, ambition: Ipemed partage ces orientations. Nous les mettons en pratique dans le monde des entreprises, qui sont la clé du succès de l'intégration de notre région commune.

Le Sud et le pari de l'électricité verte

L'exigence de développement durable est assurément un levier efficace pour amener les pays méditerranéens à réaliser qu'il est plus que temps pour eux de s'unir pour assurer le décollage économique de la région. À ce titre, le recours aux énergies renouvelables, le solaire en tête, fait figure de priorité à la fois pour anticiper la raréfaction des ressources fossiles et pour lutter contre le réchauffement climatique. De nombreux pays du Sud de la Méditerranée se sont ainsi engagés dans une dynamique de projets pour produire de l'électricité verte. En Tunisie comme au Maroc, le recours au photovoltaïque ou à l'éolien sont bien des réalités, comme en témoigne le nombre de dossiers que ces deux pays présentent dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UPM). En Algérie, outre de multiples projets de fermes solaires, on vient d'annoncer la réalisation de deux centrales mixtes (gaz naturel et solaire) de production d'électricité.

LE RECOURS AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES, SOLAIRE EN TÊTE, DEVIENT UNE PRIORITÉ POUR LES PAYS DU SUD.



► Un dispensaire équipé d'une éolienne et de panneaux solaires à Ksar Ghilane, dans le Sud tunisien.

l'Est méditerranéen, demandent une clarification de la directive européenne sur les énergies renouvelables du 17 décembre 2008. Ils attendent des explications sur les conditions d'accès au marché européen de l'électricité produite dans le cadre du Plan solaire méditerranéen (PSM). Sera-t-elle soumise par la Commission européenne à des quotas? Bénéficiera-t-elle de mesures incitatives comparables à celles qui existent ou existeront au Nord? Autant d'interrogations qui exigent des réponses rapides de la part de l'Europe.

L'IMPORTANCE DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIE.

Dans le même temps, les pays du Sud s'interrogent aussi sur leur rôle dans le développement attendu de l'énergie verte. « Nous ne voulons pas être cantonnés à un rôle de "fournisseur de soleil" », insistent plusieurs représentants des pays du Sud méditerranéen en appelant leurs partenaires du Nord à favoriser un transfert de technologie. Un transfert qui permettrait la fabrication

au Sud des équipements nécessaires à la production des énergies renouvelables et donc la réduction des coûts inhérents à cette production. Les pays du Nord se cantonnent pour le moment dans un attentisme prudent, arguant que c'est le marché qui inspire voire qui organise les réallocations géographiques de production. Cette position n'en souligne pas moins l'urgence d'un partenariat stratégique entre les deux rives de la Méditerranée dans le domaine des énergies renouvelables.

Akram Belkaid Journaliste et conseiller d'Ipemed

Le développement durable au cœur de l'UPM

LE SOLAIRE EN VEDETTE

MAROC L'un des projets, piloté par l'Office national de l'électricité (ONE) dans le cadre du Plan solaire méditerranéen (PSM), concerne la construction d'une centrale photovoltaïque au Maroc. D'une capacité de cinq mégawatts pouvant être étendue jusqu'à vingt mégawatts, cette centrale permettra de produire une «*énergie verte*» destinée à l'usage local et dont une partie pourra être exportée vers les pays européens dans le cadre de la directive européenne sur les énergies renouvelables. Une exportation possible grâce à l'existence d'une interconnexion électrique entre le Maroc et l'Espagne.



► Une centrale photovoltaïque au Maroc permettrait d'exporter de l'énergie.

Un autre projet concerne la cogénération d'électricité et d'eau douce. Mené dans le cadre du Plan solaire méditerranéen, ce dossier est porté par l'Office national de l'électricité du Maroc et l'Office national de l'eau potable. Ces deux organismes ambitionnent de réaliser une unité de dessalement d'eau de mer fonctionnant à l'énergie solaire. Une partie de l'énergie produite sera exportée vers l'Europe.

TUNISIE La Tunisie entend profiter de la manne solaire pour lancer l'installation de deux cents pompes photovoltaïques. Ce projet, qui comporte une phase pilote de trois ans, vise l'approvisionnement en eau par l'énergie solaire photovoltaïque au bénéfice d'agriculteurs privés d'accès à l'électricité. Cette étape pourrait être suivie d'une phase d'extension à l'ensemble du pays avec un potentiel de 9 000 puits d'ici 2020. C'est l'occasion de diffuser la technologie

LE 25 JUIN À PARIS, LORS D'UNE CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE CONSACRÉE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE, SOUS COPRÉSIDENTENCE FRANCO-ÉGYPTIENNE, 150 PROJETS ONT ÉTÉ RECENSÉS POUR UN MONTANT DE 350 MILLIARDS DE DOLLARS. 17 SERONT LANCÉS CETTE ANNÉE.

REPÈRE

6 à 8

milliards de dollars

C'est l'enveloppe que la Banque mondiale entend mobiliser pour impulser le développement de l'énergie solaire dans la région euro-méditerranéenne. Sur cet énorme montant, 750 millions viendront du Clean technology fund (CTF) ou Fonds de technologie propre.

photovoltaïque pour l'adduction d'eau en Tunisie et sur la rive sud de la Méditerranée. L'installation nécessite un investissement de six millions d'euros, financé par les bénéficiaires, le gouvernement tunisien, le gouvernement princier de Monaco et la fondation Prince Albert II de Monaco.

L'ASSAINISSEMENT D'EAU : UNE PRIORITÉ

ÉGYPTE Le développement de stations d'épuration est un enjeu majeur pour la dépollution de la Méditerranée. En Égypte, une extension de la station de traitement des eaux usées de Gabal El Asfar est à l'étude. Avec une capacité actuelle de 1,7 million de mètre cube par jour (optimisable à 2 millions), la station pourrait épurer à terme 2,5 millions de mètres cubes par jour. Ce qui diminuerait les quantités d'eaux usées non traitées qui sont rejetées dans les canaux de drainage qui traversent le Delta du



► Le site de Gabal El Asfar, sur la rive est du Caire.

Nil et qui se déversent ensuite dans la Méditerranée. L'investissement s'élève à 200 millions d'euros. L'Agence française de développement (AFD) et la Banque africaine de développement (BAD) cofinancent en partie l'extension en mobilisant respectivement 50 et 47 millions d'euros qui compléteront les 103 millions d'autofinancement égyptien.

Pierre Beckauche

AGENDA RENCONTRES UPM

La prochaine réunion ministérielle sur l'environnement devrait avoir lieu en Croatie au dernier trimestre 2009.

Égypte et Grèce devraient respectivement abriter une réunion ministérielle sur l'énergie et sur les transports.

L'Espagne accueillera une réunion ministérielle sur l'eau au début 2010.

La Turquie organisera à Istanbul à la mi-novembre 2009, avec l'appui de la présidence suédoise de l'Union européenne, une réunion des ministres des affaires étrangères de l'UPM.

Une réunion sur le développement urbain durable est prévue pour le premier semestre 2010.

Entretiens Euromed-Capital

À Tanger, cette troisième édition abordera la manière dont le capital investissement euro-méditerranéen se doit de «*préparer le rebond dans un monde instable.*»

Les sujets abordés concerneront «*l'essor des fonds d'investissement régionaux au Maghreb*», le «*capital investissement au Maroc*» ainsi qu'en Égypte, la relation entre «*infrastructures, développement durable et partenariat public-privé*», le rôle de tremplin pour la reprise des «*zones franches et clusters industriels en Méditerranée*». Des ateliers sectoriels seront organisés pour les PME.

23-24 octobre 2009, Tanger, www.euromed-capital.com

FOCUS DES FINANCEMENTS QUI MONTENT EN PUISSANCE

● Les financements destinés aux projets économiques portés par l'UPM se concrétisent. La Banque européenne d'investissement (BEI), la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et l'Agence française de développement (AFD), membre fondateur d'Ipemed, ont mis en place une offre de prêt commune de 5 milliards d'euros sur cinq ans qui seront consa-

crés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. La BEI contribuera pour 1,8 milliard d'euros au financement d'une trentaine de projets UPM et d'une dizaine d'actions d'assistance technique. Quant à l'AFD, elle a accru ses engagements de 28% depuis le lancement de l'UPM, ces derniers atteignant 6 milliards de dollars pour la période

2009-2013. Le Fonds pour l'environnement mondial envisage de financer à hauteur de 50 millions de dollars les projets concernant l'eau en Méditerranée. Enfin, le Fonds Inframed a été finalisé le 25 juin avec 400 millions d'euros de fonds propres pour le financement à long terme des infrastructures en Méditerranée (voir *Ipemed News*, juin 2009).



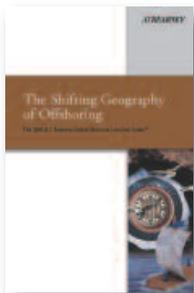
À LIRE



Les centres d'appels délocalisés se multiplient à Casablanca.

The Shifting Geography of Offshoring

THE 2009 A.T. KEARNEY GLOBAL SERVICES LOCATION INDEX
Mai 2009



ATTRACTIVITÉ La Méditerranée dame le pion à l'Europe de l'Est

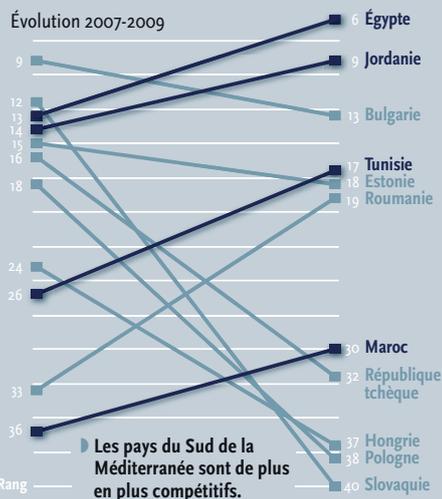
En matière d'attractivité pour les activités de services, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sont de plus en plus compétitifs et taillent même des croupières à leurs concurrents d'Europe de l'Est. C'est l'un des enseignements majeurs du classement annuel établi par le cabinet de conseil en stratégie A.T. Kearney. Cette classification identifie les cinquante meilleures destinations mondiales pour des délocalisations d'activités de services, technologies de l'information et de la communication comprises. Des pays comme l'Égypte, qui passe de la treizième place en 2007 à la sixième en 2009, la Jordanie, le Maroc ou la Tunisie ont fait un bond spectaculaire tandis que d'autres comme la Pologne, la Slovaquie ou la Hongrie ont nettement régressé. L'une des explications à cette tendance qui

ne manquera pas d'interpeller les « méditerranéo-sceptiques », est que le coût de la main-d'œuvre en Europe de l'Est ne cesse d'augmenter ce qui y rend les délocalisations moins rentables. À l'inverse, les pays du Maghreb et de la rive est de la Méditerranée continuent de présenter l'intérêt majeur d'une installation à moindre coût.

LA QUALITÉ DU CAPITAL HUMAIN. L'enseignement de ce classement ne se limite pas à la seule prise en compte des coûts de production et de main-d'œuvre. Certes, la hiérarchie établie par les experts d'A.T. Kearney, se base sur cet élément (40% de la note) mais elle repose aussi sur la qualité de la main-d'œuvre (30%) et celle de l'environnement des affaires (30%). L'étude est formelle: les entreprises qui délocalisent des activités de services ne se contentent plus de rechercher des destinations à main-d'œuvre peu coûteuse mais sont de plus en plus attentives à la qualité du capital humain. C'est ce qui explique pourquoi le trio Inde, Chine et Malaisie conserve la tête du classement. Et d'ailleurs, les pays sud-méditerranéens, dont le rang aurait certainement été meilleur sans l'appréciation de l'euro par rapport au dollar (hausse qui bénéficie notamment aux pays asiatiques), ont tout intérêt à méditer l'exemple de l'Inde. Non contente de parier sur l'offre la plus large possible – les officiels indiens répètent à l'envi que n'importe quel service est délocalisable dans leur pays – l'Inde ne cesse en effet d'œuvrer à l'amélioration continue de son système d'éducation et de formation professionnelle.

Lyes Si Zoubir Journaliste

LES MEILLEURES DESTINATIONS POUR DÉLOCALISER DES SERVICES



REVUES

Revue d'économie financière. Les Fonds Souverains

Hors-série 2009, 35 euros

Pesant plus de 3 000 milliards de dollars, les fonds souverains fascinent autant qu'ils inquiètent notamment dans la rive nord de la Méditerranée. L'intérêt de cet ouvrage collectif est d'examiner ce thème en toute objectivité et sans céder aux sirènes du sensationnalisme. Le fonctionnement et les stratégies des principaux fonds souverains (Chine, Golfe, Russie...) y sont décryptés de même que sont abordées les implications macro-économiques de ces fonds d'État. Dans l'un des articles, Abderrahmane Hadj Nacer, co-président du Comité de parrainage politique d'Ipemed, aborde les défis de la création d'un fonds souverain en Algérie.



MEDenergie

Mai 2009. Sur abonnement, www.medenergie.com

La dernière livraison de la revue méditerranéenne de l'énergie se penche sur les questions de coopération et régulation au service de la sécurité d'approvisionnement de gaz naturel. De même, est abordée la problématique du prix du gaz naturel à long terme dans un marché global. À noter, un entretien avec Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe des études pétrolières, sur le défi de la diversification économique auquel font face les pays producteurs d'hydrocarbures.

OUVRAGE

Les médias en Méditerranée

Sous la direction de DEKHADJIA MOHSEN-FINAN
Actes Sud, Barzakh, 28 euros

Cet ouvrage collectif se propose de cerner la place et le rôle des médias dans les sociétés méditerranéennes et notamment dans les pays arabes.

Sous la plume de spécialistes du monde des médias ou de la Méditerranée, sont ainsi abordés des thèmes tels que « médias satellitaires et transition politique », « médias au Liban », « dépolitisation et médias dans le monde arabe » ou « médias et construction de la paix. » Une référence pour comprendre une réalité nouvelle et complexe dans l'espace médiatique méditerranéen.



AREVA Un campus inauguré à Aix-en-Provence

Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva, a inauguré le 3 juillet 2009 le campus de l'université Areva à Aix-en-Provence. Ouvert en janvier, ce site est une première pour le groupe français, qui considère la formation comme un enjeu majeur pour assurer l'innovation et donc la croissance. «*Ce campus souligne l'investissement fort d'Areva en matière de formation, une des priorités du groupe. Il est un atout essentiel pour accompagner sa politique ambitieuse de recrutement : 15 000 personnes ont rejoint Areva en 2008 et plus de 10 000 seront recrutées cette année*», a déclaré Anne Lauvergeon.

UNE ÉQUIPE DE FORMATION DE HAUT NIVEAU. La mission du campus est d'accueillir tous les ingénieurs et cadres recrutés par le groupe dans le monde entier. Ce sont 2 000 à 3 000 personnes par an qui bénéficieront d'un parcours de professionnalisation de onze jours. Les élèves y reçoivent des enseignements approfondis sur les métiers d'Areva et sur ses valeurs fondamentales, au premier rang desquelles figurent, bien entendu, la sûreté et la sécurité. Après six mois de fonctionnement, Areva tire un premier bilan très

LE GROUPE ESTIME QUE LA FORMATION EST UN ENJEU MAJEUR POUR ASSURER L'INNOVATION ET LA CROISSANCE.



▶ Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva.

positif. Plus de sept cents nouveaux collaborateurs de dix nationalités différentes ont déjà été accueillis sur le site. Une équipe de formation de haut niveau a été déployée. Elle se compose de trois formateurs permanents et d'un «*vivier*» de cent cinquante formateurs internes associés. Le campus développe un réseau de coopération avec des établissements de formation, écoles d'ingénieurs et universités, dans le Sud-Est de la France et le bassin méditerranéen. D'autres projets de campus implantés sur des marchés à fort potentiel pour le groupe comme le Moyen-Orient, la Chine et les États-Unis sont à l'étude. Dans le même temps, la rive sud de la Méditerranée est une des zones où Areva ambitionne de se développer. «*Le nucléaire fait partie de la solution pour répondre aux besoins des pays du Sud de la Méditerranée en matière de production d'énergie. Pour cela, Areva défend l'idée d'une approche graduée qui nécessitera un travail préalable sérieux*», a estimé Anne Lauvergeon le 3 avril dernier lors d'un petit-déjeuner organisé à Paris par Ipemed en présence de plusieurs chefs d'entreprises et responsables des deux rives de la Méditerranée.

DU CÔTÉ D'IPEMED

Méditerranée 2030 : des débuts prometteurs



PHOTOS : BERTRAND GUIGOU

▶ Khaled Sellami (Tunisie), Vincent Dollé (France), Nebojsa Regoje (Bosnie-Herzégovine), Ahmed Youra Ould Haye et Mohamed Ould Abba (Mauritanie), Petraq Pojani (Albanie) (de gauche à droite) ont participé à ce premier séminaire.

● Après le lancement du programme de réflexion prospective *Méditerranée 2030* le 21 avril dernier au Quai d'Orsay, Ipemed a organisé un premier séminaire de travail, à Paris, du 25 au 27 juin, avec les représentants des organismes d'études euro-méditerranéens (CIHEAM, Plan Bleu, Observatoire Méditerranéen de l'Énergie, FEMISE, CARIM) et des institutions nationales publiques et privées de

prospective de la région. La qualité des interventions, des débats ainsi que l'atmosphère de convivialité et de confiance qui a régné durant ces trois jours augurent d'ores et déjà une collaboration de long terme, couronnée de succès! De fait, *Méditerranée 2030* constitue l'un des principaux chantiers d'Ipemed, à savoir rapprocher les deux rives de la Méditerranée par l'économie. Un travail

de longue haleine pour lequel notre institut entend mobiliser d'importantes ressources tant humaines que financières. Le séminaire a permis de valider la démarche générale, de préciser la méthodologie et de constituer trois sous-groupes de travail consacrés respectivement aux «*valeurs communes*», aux «*modèles d'intégration régionale*» et enfin à la «*quantification (données) et à la modélisa-*

tion». Les perspectives thématiques sur la sécurité alimentaire et l'agriculture, la population et les mobilités, l'environnement, l'énergie et le capital humain seront pilotées et consolidées par les organismes sectoriels d'étude euro-méditerranéens. Ces travaux seront ensuite présentés, complétés, amendés et validés par les institutions nationales parties prenantes lors d'une réunion plénière début 2010. Vincent Viaud